Document generated on 05/24/2025 2:55 p.m.

Nouvelles pratiques sociales

Redevenir les créateurs de notre avenir

Guy Levesque

Number 1, Special, Winter 2012

Regards croisés France-Québec

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1008642ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1008642ar

See table of contents

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)
1703-9312 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Levesque, G. (2012). Redevenir les créateurs de notre avenir. *Nouvelles pratiques sociales*, (1), 79–83. https://doi.org/10.7202/1008642ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Redevenir les créateurs de notre avenir

Guy LEVESQUE
Coordonnateur, Maison La Virevolte

MISE EN CONTEXTE ET INTRODUCTION

Mon souhait, par ce bref exposé, est de porter à votre attention mon opinion sur quelques impacts sociaux sur l'action communautaire propres à cette culture dominante du savoir que l'on décrit depuis le début de l'après-midi. Au-delà des programmes d'intervention précoce en périnatalité, des clientèles à risque, des plans d'action gouvernementaux et des influences générales des pratiques du réseau sur le communautaire, c'est toute une transformation de ce que nous sommes qui s'articule. C'est également le sens philosophique de notre raison d'être en tant qu'entité communautaire qui est en profonde mutation.

Nous sommes littéralement balayés par une vague de fond du savoir scientifique érigé en vérité infuse où l'accent est mis sur le dépistage de problématiques, l'adaptation sociale et le contrôle des personnes. Il va sans dire que dans un tel contexte socio-idéologique réactionnaire, austère, conservateur et antidémocratique, les groupes communautaires se voient grandement perturbés et agressés dans leur pratique et leur fondement.

Sur un plan global, on peut constater que la société québécoise a définitivement fait son entrée dans l'ère du néolibéralisme. Nous sommes à l'heure sombre des partenariats publics privés (PPP) et de la privatisation et tarification des services sociaux et de santé, tout cela s'exerçant dans une résistance populaire plus que certaine. Souvenez-vous de la manifestation contre le budget Bachand au lendemain de son dépôt et de la grogne populaire qui régnait. Néanmoins, la classe politique s'acharne à faire passer comme un consensus social la lutte contre le déficit, l'assainissement des finances publiques et la stimulation d'une économie toujours en crise.

Dès lors sur le plan politique, la table est mise. Plus aucun débat démocratique n'est possible, on n'a aucun autre choix. À quoi sert de discuter, il faut couper dans le gras tout simplement. Faire autrement serait agir avec irresponsabilité. C'est ainsi que dans cette réingénierie de l'État, telle qu'elle est promulguée par le gouvernement libéral depuis son arrivée au pouvoir, les pressions se font de plus en plus fortes sur les organismes communautaires afin de pallier les coupures du système des services sociaux. C'est donc dans ce contexte, placé à la croisée des chemins qu'il m'apparaît important de vous soumettre, humblement, certains éléments qui pourront, je l'espère, alimenter notre réflexion qui prend place cet après-midi.

LA RÉIFICATION DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE PAR LA SCIENCE, LA TECHNIQUE ET LE CAPITAL

La vision fondamentalement utilitariste que l'État entretient sur les organismes communautaires, combinée à notre fragilité due au manque de ressources financières et à notre inlassable quête de financement, nous place dans une situation de pourvoyeur de services. La colonisation de nos espaces de démocratie communautaire par le discours dominant de la science, de la technique et du capital fait en sorte de transformer, réifier[1] le communautaire dans sa raison d'être et dans son agir en favorisant le contrôle social au détriment de la transformation sociale. La technocratisation du communautaire, c'est-à-dire sa professionnalisation mimée sur le modèle du milieu des affaires et sa complexification administrative copiée sur l'administration publique, consacre l'éloignement envers notre base populaire et une position de conformisme face aux prérogatives de l'État.

1. *Le petit Larousse* définit « réifier » de la façon suivante : « Transformer en chose, donner un caractère de chose à l'activité humaine » (Isabelle JEUGE-MAYNART, Yves GARNIER, Line KAROUBI et Mady VINCIGUERRA (2007). *Le petit Larousse illustré*, Paris, Larousse, p. 914).

Cette technocratisation est certes soutenue par les bailleurs de fonds et les différents programmes gouvernementaux qui financent les groupes communautaires. Mais historiquement, la plupart des organismes se sont soumis volontairement et avec enthousiasme à l'exercice dans une volonté de professionnalisation et de reconnaissance de leurs pratiques. Éventuellement, on ne questionne plus les priorités de l'État, on s'affaire plutôt à négocier nos ententes de services et à financer nos projets.

Le pragmatisme social de type corporatiste l'emporte sur l'action sociale citoyenne pour changer le monde. Dès lors s'effectue une scission entre le devenir des organisations et celle de ses membres. D'une perspective de transformation sociale et d'agir politique avec les personnes, nous sommes passés à une perspective d'adaptation sociale et de gestion des contraintes liées à l'intégration dans une société fondamentalement hostile. Certaines organisations auront plus de succès que d'autres à gérer cet écart, mais, d'une manière générale, les dommages seront permanents et vont transformer de façon définitive les rapports de pouvoir au sein des groupes communautaires.

LES STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES ET PHILANTHROPIQUES POUR CONTRER LES PAUVRES

Pour sa part, dans ses différentes stratégies de lutte contre la pauvreté, dans ses multiples concertations, dans ses plans de prévention et ses programmes, l'État nous sollicite et nous veut comme des applicateurs et applicatrices d'interventions contrôlantes qui favorisent l'acharnement sur les habitudes de vie. Ces stratégies font la surenchère de la responsabilisation individuelle au lieu d'agir sur les conditions de la pauvreté, c'est-à-dire de donner aux gens les moyens de se loger, de se nourrir et de répondre à leurs besoins fondamentaux dans la dignité et le respect. L'accent est plutôt mis sur l'intégration fonctionnelle des personnes dans un univers du travail précaire, sous-payé et ne pouvant souvent répondre aux besoins de base de la survivance.

Dans ces initiatives gouvernementales et philanthropiques, les groupes communautaires sont amenés à faire de la gestion des pauvres au lieu d'être des acteurs des changements sociaux, de pair avec les membres de leurs associations. Au lieu de poser nos actions sociales sur les causes structurelles des inégalités vécues par nos membres, nous sombrons dans la stigmatisation et le contrôle social. C'est la mort de la pensée critique au profit de la soumission, de la participation et de la représentation citoyenne au sein de nos organisations, du rapport égalitaire en intervention au profit du conformisme des interventions gagnantes, du rapport d'autorité, du

service à la clientèle et du marketing auprès des donateurs entourant les belles histoires des familles à qui l'on a montré les bonnes manières et qu'on a sorties de leur misère.

Il n'est pas étonnant, dans un tel état de falsification et de simplification face à notre statut, que les citoyens et les citoyennes aient déserté les lieux démocratiques des organismes communautaires. À cet effet, la plupart des groupes ont une vie associative endémique ou même inexistante, des assemblées générales vidées de leurs membres, des conseils d'administration pas vraiment accessibles aux participants et participantes, ce qui pose la question de savoir ce qu'il reste des fondements démocratiques et participatifs de nos organisations. Par causalité, la question de la place à la participation et à la représentation citoyennes des membres devient un défi de taille et une préoccupation constante pour assurer un minimum de viabilité démocratique dans un cadre politique qui nous restreint à un rapport de type service à la clientèle auprès de la population. Dans un tel contexte, il devient impératif de se réapproprier le sens de nos actions et de nous affranchir de l'inféodation aux modèles culturels dominants et de revenir à nos origines et surtout de se rapprocher des personnes avec lesquelles on travaille.

REDEVENIR LES CRÉATEURS DE NOTRE AVENIR

Dans le contexte d'évolution historique globale où notre monde a subi près de cinq siècles de dominance capitaliste, nos sociétés deviennent génératrices de déracinement et de désappropriation. En tant que groupes communautaires, nous sommes bien au fait des effets dévastateurs de cette agression du système sur les différents groupes d'individus.

Chaque jour, nous venons en aide et en support aux victimes d'une société obsédée par l'intégration fonctionnelle, où le chômage et la précarité caractérisent le monde du travail, où l'isolement et la solitude poussent au désespoir et où les inégalités sociales et l'appauvrissement gagnent du terrain. En contrepartie, les groupes communautaires sont de plus en plus appelés à avoir un rôle de gestionnaire de la pauvreté et de l'exclusion. Le temps est arrivé pour nous de sortir du conformisme et de la soumission aux priorités de l'État pour enfin affirmer notre autonomie.

Tant pour les groupes communautaires que pour les personnes, il faut redevenir les acteurs de notre historicité et se réapproprier la capacité d'agir et de créer. Dans cette perspective, une société profondément malade comme la nôtre ne représente-t-elle pas un contexte favorable et propice à un retour à nos fondements, à une opportunité fantastique de redevenir des acteurs de changements dans une société qui en a véritablement besoin ?

Pour ce faire, il faut certainement sortir du modèle actuel (technocratique) sur lequel se fonde une majorité des groupes communautaires pour revenir aux concepts du milieu de vie avec ce que ça comprend comme processus en transformation sociale. Autrement dit, il faut briser la contrainte des modèles dominants issus du pouvoir scientifique, technique et politico-étatique en réaffirmant nos valeurs de démocratie, de justice sociale, d'équité entre les sexes, de solidarité, d'entraide et d'action sociale, et ce, en alliance avec les membres de nos associations.

EN GUISE DE CONCLUSION

Il va sans dire que s'engager dans une telle démarche demande une volonté claire de la part des organismes de s'affranchir de la complaisance avec l'État et les bailleurs de fonds afin de se constituer une vision critique du monde, de l'affirmer et de défendre leur autonomie en fonction de cette vision. La technocratisation du communautaire nous a dépolitisés en imposant une logique de marché dans nos pratiques. Nous nous sommes éloignés de notre base populaire et de notre capacité d'agir avec les gens. Il faut donc repolitiser nos pratiques, renouer l'alliance avec nos membres et sortir du contrôle social pour enfin s'affirmer dans l'action de transformation.

Il me semble qu'une si belle entreprise humaine ferait en sorte que les groupes communautaires pourraient devenir des lieux de création du sens dans un monde sans boussole au lieu d'être banalement au service d'une barbarie technicisée en gérant ses contradictions et ses aberrations. Cette réappropriation de nos origines représente une merveilleuse possibilité de reconstituer un tissu social dangereusement atteint par le néolibéralisme et de redevenir les créateurs et créatrices de notre devenir.